Anarcho-syndicalisme

Le salaire est la somme d’argent que le capitaliste paie pour un temps de travail donné, ou pour un travail donné. C’est le résultat d’une vente. La force de travail de l’ouvrier est une marchandise comme une autre qui est échangée contre la marchandise du capitaliste : l’argent. Le salaire, est le prix de cette marchandise-force de travail.

D’après les patrons, ce prix se détermine de la même façon que se détermine le prix de n’importe quelle marchandise, selon la loi de l’offre et de la demande. Quand il y a beaucoup de marchandises, autrement dit quand il y a du chômage, ce prix reste bas ; quand il y a peu de marchandises – plein emploi – le prix peut être élevé.

La concurrence plus ou moins. aiguë entre les vendeurs de la force de travail – entre les salariés – est déterminante dans la fixation du salaire.

Si je vends ma force de travail, c'est-à-dire ma capacité à accomplir, pour un patron, un certain travail, c'est que je n'ai que ça. C'est ce qu'on appelle la liberté du travail : je suis libre de proposer mes services à n'importe quel patron, parce que je ne possède moi-même pas de moyens de production ; mais le patron est libre de ne pas m'embaucher.

Car je ne suis pas seul à chercher du travail. De nombreux autres ouvriers, employés, sont dans ce cas. Le patron a l'embarras du choix : il aura tendance à retenir ceux qui acceptent de travailler pour le plus bas salaire. C'est ce qu'on appelle la liberté d'entreprise.

Qui n'a jamais entendu au moins. une fois cette phrase dans la bouche d'un patron, d'un chef ou d'un contremaître : « Si vous n'êtes pas content, il y en a 50 qui attendent à la porte. »

Cette petite phrase résume parfaitement un des caractères

essentiels du salariat : la concurrence que les travailleurs se font entre eux. La concurrence est, au niveau maximum quand les travailleurs sont complètement isolés, inorganisé. Le patron a alors la part belle. La classe ouvrière a trouvé des moyens de réduire cette concurrence. C'est, essentiellement, le syndicalisme. La fonction première du syndicat, c'est de grouper les travailleurs afin qu'ils se présentent unis devant le patron et qu'ils refusent de travailler en dessous d'un certain salaire. Plus le nombre de travailleurs qui s'unissent est grand, plus les capitalistes sont forcés à s'incliner.

On voit donc que, du fait, même que les travailleurs s'associent pour refuser de se soumettre aux conditions du patron, et dans les formes d'organisation que les travailleurs adoptent pour cela, se trouvent en germe la revendication d'abolition du salariat ainsi que les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir.

En dernière instance, ce qui détermine la valeur du salaire, c'est la lutte des classes. La condition essentielle pour le profit du capitaliste, c'est de maintenir les salaires les plus bas possible. Jamais le salaire ne dépasse ce dont l'ouvrier, dans son contexte sociologique particulier, a besoin pour vivre : jamais le salaire ne dépasse ce que la classe capitaliste a besoin que les salariés gagnent. Il s'agit ici du salaire moyen de l'ensemble de la classe des salariés [[Différents groupements s'opposent à cette classification en travailleurs salariés d'une part et non salariés de l'autre. Ils s'appuient sur le fait que les P.-D.G. sont parfois des salariés de leurs entreprises. Formellement, l'argument est valable, mais quant au fond il ne tient pas compte de plusieurs facteurs : 1) La qualité de « salarié » du P.-D.G. est seulement une entourloupette fiscale ; 2) Le P.-D.G. ne vend pas sa force de travail ; 3) le P.-D.G, est actionnaire. Un P.-D.G, ne doit pas son poste au fait qu'il met sa force de travail en vente sur le marché du travail, mais au fait qu'il est actionnaire : Il n'est pas

exploité.

Ce type d'argument sert en réalité à certains groupes gauchistes pour nier le rôle et l'importance du salariat en tant que forme d'exploitation économique des travailleurs, et pour insister sur l’oppression que subissent les individus, ce qui justifie l'alliance avec la petite bourgeoisie.]]. En effet, des disparités existent. Selon les secteurs industriels, les professions. Les fluctuations des salaires selon les secteurs, professions, sont dues précisément à la concurrence entre salariés, au niveau de l'organisation des travailleurs et au type de production dans lequel les travailleurs sont engagés [[Un exemple : les travailleurs de l'industrie de la presse gagnent beaucoup plus que ceux du textile. C'est que leur moyen de pression sur le patron est aussi beaucoup plus important. Un quotidien ne se stocke pas. S'il paraît même avec une heure de retard, c'est une catastrophe pour le patron. Les lecteurs achèteront des quotidiens concurrents ; et le patron sera privé de ses recettes de publicité qui sont considérables (100 millions d'anciens francs par jour pour le *Figaro*). En revanche, les textiles se stockent et une semaine de grève ne touche pas immédiatement le patron, dans la mesure où il écoule ses stocks.]].

Enfin, dans la limite des oscillations du salaire conséquentes aux fluctuations de l'offre et de la demande, ce qui détermine le prix de la force de travail, ce sont ses frais de production, c'est-à-dire les frais à engager pour que le travailleur subsiste et les frais nécessaires pour le former.

On voit donc que la hiérarchie des salaires est liée au mode de production capitaliste lui-même et qu'on ne saurait la combattre si on ne combat en même temps le capitalisme, le salariat.

Le travailleur ne peut donc attendre aucune transformation de fond de sa situation dans le maintien du salariat.

Même dans l'action syndicale revendicative, la concurrence est impossible à supprimer. Même dans l’éventualité où la concurrence serait nulle, l'augmentation des salaires se heurte à une barrière : lorsque les salaires, augmentent plus vite que la productivité, le taux de profit baisse. Cela signifie que les capitalistes réduisent les investissements dans ce secteur, d'où réduction de l'emploi ou remplacement des ouvriers par des machines.

Toute la « politique sociale » de la bourgeoisie consiste à économiser sur le coût de la force de travail – sur les salaires – pour maintenir les profits. Le capitaliste va donc tendre à diminuer l’importance de la main-d'œuvre dans son entreprise, tout en développant, grâce au machinisme, les postes de travail automatisés ne demandant, de la part de l'ouvrier, aucune formation.

> *« L'insubordination de nos ouvriers nous a fait songer à nous passer d'eux. Nous avons fait et provoqué tous les efforts d'intelligence imaginables pour remplacer le service des hommes par des instruments plus dociles, et nous en sommes venus à bout. La mécanique a délivré le capital de l'oppression du travail. Partout où nous employons encore un homme, ce n'est que provisoirement, en attendant qu'on invente pour nous le moyen de remplir sa besogne sans lui. »*

Ces paroles d'un manufacturier anglais. citées par Proudhon, sont révélatrices. Mais n'en déduisons pas que les patrons sont eux aussi à leur manière pour la suppression du salariat ! « C'est comme si, commentait Proudhon le ministère entreprenait de délivrer le budget de l’oppression des contribuables. »

La lutte du prolétariat en vue d’aménager sa place dans le système du salariat n'a aucun débouché possible. Elle ne peut aboutir qu’à la constitution de secteurs entiers de la classe ouvrière exclus des « bienfaits » des avantages acquis :

aujourd'hui les immigrés, les intérimaires, les auxiliaires, les vacataires, demain autre chose. Le salariat dans son principe même tend à opposer les travailleurs les uns les autres. Il est la meilleure arme du capitalisme, tant privé que d'État, contre la classe ouvrière.

Là où il y a salariat, il y a capitalisme. Le salariat est la forme donnée au travail pour permettre l’exploitation du prolétariat. Le salariat est une forme de stimulation au travail dans une société fondée sur l'exploitation : travailler aux conditions imposées par le patron ou ne pas pouvoir survivre.

Les effets du salariat

Cette situation a des conséquences sur l'existence immédiate du travailleur salarié, qui déterminent ses conditions de vie. Ces dernières peuvent se concrétiser de trois façons : le travailleur est exclu du produit de son travail, il est exclu de son outil de travail, enfin le salariat tend constamment, en suscitant la concurrence et en isolant les travailleurs, à les exclure de leur classe. Comprendre les effets du salariat sur le travailleur individuel et sur le prolétariat en tant que classe permet à la fois de comprendre le sens de la lutte révolutionnaire à mener et de saisir les lignes générales de la société à construire après la destruction du capitalisme.

• Exclu du produit de son travail

Le capitalisme n'a pu se développer, dans l'histoire, qu'à partir du moment où la productivité du travail humain a atteint un certain niveau, c'est-à-dire au moment où les hommes ont pu produire suffisamment pour qu'il y ait un surplus, et au moment où ce surplus a pu être accaparé par une minorité, et échangé contre d'autres produits. Le prolétariat moderne n'apparaît qu'avec le développement à grande échelle du machinisme dans l'industrie, c'est-à-dire au moment où la petite production marchande de type artisanal laisse la place

à la grande production industrielle. L'artisan qui produit dans sa boutique une paire de bottes est maître du produit de son travail. C'est lui qui a acheté le cuir, il l'a travaillé avec ses propres outils, c'est lui-même qui le vend, et il vit du produit de son travail. Il vend son travail, c'est-à-dire les bottes qu'il a fabriquées. L'ouvrier salarié travaille dans le local du patron, avec l'outil du patron, sur des matières premières achetées par le patron. Les bottes que l'ouvrier fabrique, c'est le patron qui les vend. L'ouvrier ne vend pas son travail, les bottes qu'il fabrique : il vend sa force de travail, sa capacité à fabriquer des bottes pour son patron, en échange d'un salaire. L'ouvrier n'est pas maître du produit de son travail. De plus, l'ouvrier ne touche qu'une partie de la valeur qu'il a produite, le reste est approprié par le capitaliste. l'exclusion du travailleur par rapport au produit de son travail est le résultat de la transformation de la force de travail en marchandise.

• Exclu de l'outil de travail

Le deuxième aspect du salariat s'exprime dans l'exclusion de l'ouvrier par rapport à l'outil de travail, par la division du travail. Pour qu’il y ait exploitation, il faut non seulement qu'il y ait vente « libre » du travail, c'est-à-dire concurrence entre les travailleurs, il faut que chaque travailleur soit interchangeable, la première condition impliquant d'ailleurs la seconde. La division du travail est une condition indispensable à l'exploitation du travail.

Le travail salarié implique, pour permettre la concurrence des travailleurs entre eux et l'appropriation de la plus-value, la division du travail manuel-intellectuel, un travail constitué de gestes répétitifs, divisés, parcellisés, nécessitant un minimum de formation, ce qui permet de remplacer n'importe quel travailleur par n'importe quel autre travailleur.

L'ouvrier individuellement ne produit rien complètement, il ne fabrique qu'une partie d'un tout dont il peut ne pas voir

l'objet fini. L'outil sur lequel il travaille n'est pas pour l'ouvrier un instrument, c'est l'ouvrier qui est l'instrument de l'outil.

• Exclu de sa classe

L'effet ultime du salariat est le chômage. Les chômeurs en viennent à se considérer – et à être considérés – comme une catégorie à part, « en réserve » de la lutte des classes. Ils n'ont aucun moyen de pression matériel direct sur la bourgeoisie.

Les syndicats également ont tendance à les considérer comme des travailleurs à part. Ce sont des gens qui ne votent pas aux élections professionnelles. Les partis de « gauche » réformistes leur laissent comme seule perspective le bulletin de vote, c'est-à-dire l'attente, vertu essentielle du chômeur...

Pour nous, le chômeur est un travailleur comme les autres. Les unions locales de syndicats doivent constituer un pôle d'organisation et d'action dès travailleurs sans emploi. Des milliers de chômeurs, unis et organisés, prêts à employer l'action directe sont une aussi grande menace pour la bourgeoisie qu'autant de grévistes.

Par quoi remplacer le salariat ?

La lutte pour l'abolition du salariat est inséparable de la lutte pour l'organisation du prolétariat – l'association ouvrière qui a pour but de lutter contre la concurrence n'est qu'une étape qui ne se suffit pas à elle-même.

Le prolétariat organisé doit viser à détruire l’État, abolir la propriété privée des moyens de production et l'appropriation privée des ressources de la société.

Dans la société capitaliste, le travailleur doit vendre sa force de travail ; le prolétariat, en tant que classe, se

trouve exclu des moyens de production. Il ne détermine pas : l’objet du travail ; les conditions de travail ; la répartition des richesses produites.

Une société socialiste aura pour but d’organiser les travailleurs pour qu'ils puissent intervenir à ces trois niveaux. Ainsi, de même qu'on peut dire qu'un régime où il y a salariat est forcément un régime capitaliste, on peut dire qu'un régime qui se prétendrait socialiste et où le prolétariat n'interviendrait pas à ces trois niveaux ne serait pas socialiste.

• Détermination de l'objet du travail

Quelle est la finalité du travail ? Pourquoi produire tel objet plutôt que tel autre ? Produire en fonction des besoins sociaux et non pour le profit. Éliminer la production parasitaire.

La détermination de l'objet du travail par la classe ouvrière est la première mesure à prendre pour parvenir à l'abolition du salariat. Déterminer l'objet du travail, cela ne signifie pas que chaque entreprise puisse décider ce qu'elle devra produire. Cela signifie que la classe ouvrière déterminera collectivement les orientations générales de la production et les mesures à prendre pour adapter la production de chaque entreprise à ces orientations.

Aujourd'hui, en régime capitaliste, la motivation de la production est la recherche du profit. Dans un système socialiste, la production est orientée vers la satisfaction des besoins. Si on ne crée pas d'hôpitaux, de crèches, d'écoles, etc., c'est parce que ce sont des investissements non productifs. En revanche, si des centaines de savants se sont penchés pendant plus de dix ans sur le problème de fabriquer un appareil photo polaroïd, c'est parce que c'est rentable. Bien sûr, avoir un polaroïd est agréable, mais en regard des besoins sociaux réels des travailleurs, c'est du

gaspillage. La loi du profit fait qu'en régime capitaliste des besoins fondamentaux – santé, logement, transports, etc.– ne sont pas satisfaits ou sont sabotés, tandis que des besoins sont artificiellement suscités, dont la satisfaction procure des profits considérables.

Contrôler l'objet du travail, c'est-à-dire la détermination collective par la classe ouvrière de l'orientation de la production en vue de satisfaire ses besoins propres est donc un point essentiel de la lutte contre le salariat, l'exploitation, et pour le socialisme.

Mais précisons bien : le contrôle partiel que les travailleurs pourraient obtenir dans certaines entreprises dans le régime capitaliste ne constitue pas une mesure « socialiste ». La détermination des objectifs de production n'a de portée révolutionnaire qu'après l'expropriation de la bourgeoisie. Ajoutons qu'elle n'a de sens que si le débat est porté au sein des associations ouvrières : il s'agit donc d'exclure la détermination faite par des groupes interclasses qui agiraient par substitution de pouvoirs, qui décideraient « au nom de la classe ouvrière », en servant bien entendu d'autres intérêts que les siens.

Nous ne pouvons pas dire dans quel cadre organisationnel cela se fera, mais on peut dire dans quel cadre cela pourrait se faire : le syndicalisme. En effet, l'organisation syndicale, groupement prolétarien par définition, étend ses ramifications au plan industriel dans toutes les entreprises, au plan géographique dans toutes les localités. Si elle peut permettre l'unification de l'action du prolétariat qui se trouve disséminé dans tout le pays, elle peut également par le recensement, la décentralisation du débat, l'unification des décisions, organiser le contrôle sur la production et ses orientations.

En résumé, un régime où le travailleur n'a pas la possibilité de déterminer librement ce pour quoi il travaille ne peut pas

être appelé socialiste. Un régime où une minorité. de professionnels de la politique décident seuls de ce pour quoi l'ouvrier travaille n'est pas un régime socialiste.

• Déterminer les conditions de travail

En régime capitaliste, le travailleur est obligé d'accepter de travailler aux conditions assignées par le patron. Les aménagements à ce principe ont toujours été le résultat de luttes, d'un rapport de force où la classe ouvrière a imposé au patron un certain recul. Les congés payés, la Journée de huit heures, etc., ne nous ont pas été donnés de bonne grâce. Mais quoi qu'on fasse, sous le régime du profit, il y a toujours un point au-delà duquel on ne peut pas aller : quand le profit du capitaliste est menacé, il a, nous l’avons vu, des moyens indirects pour se retourner contre les travailleurs.

C'est donc par une remise en cause globale du système de production qu'on pourra parvenir à une amélioration réelle des conditions de travail. En effet, si un capitaliste achète des machines, c'est parce que le coût de ces machines est inférieur au coût de la main-d'œuvre nécessaire pour assurer la même production : il ne tient pas compte de l'économie en fatigue.

Cette revendication est également un point important dans la lutte pour l'abolition du salariat. Elle est étroitement liée à la précédente. Les ouvriers qui travaillent aux pièces sur des machines dangereuses n'avaient pas au début de système de sécurité. Devant les revendications ouvrières conséquentes aux accidents répétés, les patrons trouvent la solution en installant des systèmes de sécurité. Mais cela ralentit le rythme du travail, et donc diminue la paie de l'ouvrier. Celui-ci a donc tendance à ne pas utiliser le système de sécurité. Ça, c'est l'organisation capitaliste du travail, qui ne songera jamais à supprimer le travail aux pièces, et encore moins les postes de travail dangereux.

Contrôle de l'objet du travail, contrôle des conditions de travail, il reste aux travailleurs à conquérir le plus important : le contrôle de l'affectation des ressources.

• Contrôle de l'affectation des ressources

Le capitalisme se définit non pas seulement par la propriété privée des moyens de production, mais aussi par le fait que le patron a la liberté d'affecter le surproduit en fonction de ses intérêts propres. Le produit du travail de millions d'hommes et de femmes, déduction faite de ce dont ils ont besoin pour subsister, est approprié par des individus en proportion peu nombreux, Cette richesse appropriée, les capitalistes ne l'utilisent pas pour satisfaire les besoins de la société mais pour satisfaire leurs besoins propres. Les « socialistes » qui entendent exproprier les capitalistes pour remettre à un appareil incontrôlé l'affectation des ressources sociales ne font que proposer de changer de régime d'exploitation. La classe ouvrière devra se donner toutes les garanties pour conserver la direction du processus de décision : elle devra non pas copier l'organisation bourgeoise de la société en changeant seulement les têtes, elle devra transférer tous les centres de décision dans ses organisations de classe.

C'est dans ses organisations de classe que devront être faits les choix sur l'orientation générale de la production, des investissements, de développement, etc. Il ne s'agit donc pas d'une « prise au tas » utopique ; il ne s'agit pas de redistribuer intégralement le produit social car cela équivaudrait à revenir à la petite production artisanale.

Des défalcations devront être faites : sur le produit social avant d'effectuer la répartition individuelle :

- Pour remplacer les moyens de production usagés ;
- Pour accroître la production ;
- Pour constituer un fonds de réserves.

De ce qui reste du produit social, il faut encore défalquer :

- Les frais généraux d'administration ;
- Le fonds d'investissement des besoins de la communauté ;
- Un fonds destiné aux non-productifs : enfants, écoliers, malades, vieux, etc.

Les postes budgétaires sont communs à toute société industrielle développée même si le régime socialiste en créera d'autres. Mais le capitalisme se caractérise par ceci que d'une part la classe ouvrière n'a aucun contrôle sur eux et d'autre part que tout est fait pour lui obscurcir, lui compliquer la chose, et l'empêcher d'avoir même envie de s'intéresser à la question.

Le socialisme ne consiste pas à prendre au hasard un ouvrier et à le charger d'établir la comptabilité nationale ; il consistera à simplifier la comptabilité générale, à élever le niveau de connaissances des travailleurs à la compréhension du milieu qui les entoure. Le contrôle de l'affectation des ressources sociales est un problème collectif, il commence par le contrôle au niveau que le travailleur est apte à connaître le mieux, son cadre de vie, l'entreprise et la localité, pour s'étendre ensuite à un niveau plus global.